

Colloque international

Lutter contre la nocivité : Travail, santé et environnement entre savoir et pouvoir (XIXème – XXIème)

*

Université Grenoble Alpes, 14-16 octobre 2026

Comment lutter contre la nocivité du travail ? Le **concept de « nocivité »** provient des réflexions politiques et syndicales italiennes de la seconde moitié du XXème siècle : il désigne les effets délétères du travail à la fois sur la santé et sur l'environnement (Feltrin, Sacchetto, 2021) et permet d'articuler ces deux enjeux. L'objectif du colloque est d'explorer la créativité sociale dont témoignent les conflits menés par les travailleuses pour lutter contre les effets sanitaires et environnementaux néfastes des activités de production et de reproduction.

En renforçant le dialogue entre les études sur les « environnementalismes des pauvres » (Martinez-Alier, 2003, 2023) et les récents travaux sur l'environnementalisme ouvrier (Barca, 2015 ; Bécot, 2015 ; Davigo, 2017 ; Thirion, 2024), nous souhaitons mettre en lumière la **création de savoirs et de pratiques nées par ces enjeux** de la part des groupes sociaux qui sont en première ligne face aux dommages causés par le travail. Les études déjà menées se concentrent principalement sur les pays d'ancienne industrialisation, et sur les décennies d'après-guerre. Afin de prolonger ces perspectives, ce colloque proposera une double ouverture :

- **géographique**, vers des territoires dont l'industrialisation est plus récente et où les répertoires d'action peuvent être moins articulés aux traditions des mouvements ouvriers ;
- **chronologique**, non seulement pour comprendre les temporalités plus longues de certaines luttes, mais aussi pour porter l'attention vers des séquences historiques encore peu étudiées, ainsi de l'entre-deux-guerres ou des décennies de désindustrialisation.

À travers des **perspectives pluridisciplinaires** (historiques, sociologiques, géographiques, anthropologiques, épidémiologiques, médicales...), il s'agira d'interroger la **variété** des mobilisations tout en réfléchissant aux **forces** et aux **limites** des formes employées. À l'heure où les politiques environnementales tendent à une « dépossession écologique des classes populaires », il s'agira non seulement de comprendre quelles configurations socio-écologiques furent propices aux luttes contre la nocivité, d'éclairer par quelles modalités les actrices et acteurs de ces mobilisations composèrent avec les obstacles et contraintes qui leur furent opposés, mais aussi de souligner que ces actions contre la nocivité restent une composante actuelle – et souvent négligée – de la condition écologique des classes sociales (Collectif Classes Vertes, 2024).

Le travail est entendu au sens large : nous souhaitons prendre en considération les mobilisations qui se sont organisées et s'organisent dans les secteurs faisant l'objet d'une rémunération, incluant le **travail productif** (agriculture, industrie...) et les **services** (transports, administration, secteur du *care*...), mais également dans le **travail reproductif**, recouvrant un ensemble d'activités (matérielles comme la subsistance, émotionnelles et liées au *care*, ou relevant de l'éducation) qui font rarement l'objet d'une rémunération (Fortunati, 1982 ; Sarti, Bellavitis, Martini, 2018 ; Barca, 2020 ; Gallot, Harari-Kermadec, 2024). Cette définition du travail doit permettre de comprendre comment les alertes sur la nocivité peuvent se cristalliser dans

certaines activités de travail, et de mieux caractériser les actrices et acteurs qui permettent la circulation des alertes entre ces différentes sphères du travail.

Dans cette perspective, nous nous intéressons également à la constitution de savoirs et de pratiques ayant permis de réinventer la **médecine ouvrière**, ainsi qu'aux mobilisations des scientifiques et des médecins visant à défendre la santé au travail et la santé environnementale (Marri, Oddone, 1967 ; Oddone, 1974, 1978 ; Laure Pitti, 2009 ; Marichalar, Pitti, 2013 ; Centemeri, 2022).

Nous invitons ainsi les chercheurs.es de toutes disciplines à soumettre des contributions originales portant sur des **cas concrets de mobilisation** afin d'ancrer la réflexion dans des territoires précis et donner chair aux récits de luttes proposés. Les contributions devront s'appuyer sur un corpus documentaire varié (cartes, témoignages, documents, photographies, vidéos, etc.), permettant d'articuler analyse et matérialité des mobilisations. L'objectif de cet appel est de constituer une équipe de recherche pluridisciplinaire en vue d'un projet d'**atlas mondial des mobilisations des travailleur·euse·s autour des enjeux de santé et d'environnement**, visant à cartographier, contextualiser et documenter ces conflits à l'échelle globale.

Nous encourageons ainsi vivement la soumission de propositions portant sur des **contextes non occidentaux**. Ces approches, encore peu représentées dans les recherches sur les mobilisations autour de la santé et de l'environnement au travail, constituent un apport essentiel pour élargir les cadres d'analyse, mettre en évidence la pluralité des expériences collectives et de nourrir une réflexion véritablement globale sur les rapports entre travail, santé et environnement.

La question de la matérialité des luttes va de pair avec celle de la **matérialité des sources** mobilisées pour reconstruire l'histoire et les enjeux des conflits sur la santé et l'environnement dans les mondes du travail. En France, la fin des Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail décrétée par ordonnance en 2017 pose, entre autres choses, la question du devenir et de la conservation de leurs précieuses archives. Le recours croissant des chercheuses et chercheurs aux sources numérisées (comme celles du Centro ricerca e documentazione rischi e danni da lavoro en Italie) témoigne d'une transformation majeure de l'accès aux archives. Mais le statut des archives digitales, la pérennité des projets de numérisation et plus généralement le futur d'une recherche historiographique conduite à composer avec des sources de moins en moins matérielles, constituent des motifs de préoccupations pour les chercheurs. Bien que le colloque ne se focalise pas strictement sur le thème des archives, nous proposons aux participant.e.s de prendre en compte ces questions dans leurs réflexions.

Au-delà des communications académiques, il est également possible de proposer d'**autres types de formats qui seront particulièrement les bienvenus** : entretiens entre chercheur.euse.s et militant.e.s, présentation de luttes passées ou en cours par des militant.e.s ou des représentante.e.s d'association...

Différentes pistes guideront nos réflexions :

- **Former le collectif** : Qui sont les acteurs et les actrices de ces mobilisations ? Quelle forme prend le groupe contestataire ? Quels sont ses liens avec les collectifs déjà existants ? Les collectifs sont-ils éphémères ? Durables ? Réactivés uniquement lors des luttes ? Comment se structurent ces groupes et comment fonctionnent-ils ? Quels liens ont-ils avec d'autres collectifs ou d'autres figures professionnelles (médecins, avocats...) ?

- **Produire contre-expertise et contre-information** : Comment se construisent les savoirs sur la santé et l'environnement de la part des acteurs et actrices mobilisé.es ? Comment s'effectue la diffusion de ces savoirs ? Quels effets produit-elle ? Qui sont les cibles de la sensibilisation (autres travailleurs.euses, habitant.es des alentours, opinion publique, etc.) ?
- **Mobiliser les répertoires d'action** : Comment se matérialisent les mobilisations ? Comment ces pratiques de lutte se transforment-elles dans le temps ? Quels effets produisent-elles ? Quels imaginaires sont convoqués ?
- **Construire une fierté de classe** : à travers quels instruments se construit l'identité socio-professionnelle de celles et ceux qui participent aux mobilisations ? Comment la perception sociale de leur propre rôle de travailleuses et de travailleurs se transforme-t-elle au cours des conflits ? Quelles formes d'engagement se sont opposées à la violence du chantage à l'emploi ?
- **Engager le(s) territoire(s)** : Comment sont pensés les impacts du travail sur l'environnement ? Comment les mobilisations s'inscrivent-elle dans le(s) territoire(s) ? Dans quelles échelles s'inscrivent-elles ? Comment et par quelles actrices ou acteurs se construisent des circulations de pratiques militantes entre ces territoires ?
- **Déjouer le *greenbacklash*** : Lorsque ces mobilisations rencontrent des oppositions fortes, voire des formes de répression, ou encore lorsque des organisations ou institutions qui avaient été des arènes de mobilisation face à la nocivité sont liquidées, comment se réorganisent les actrices et acteurs impliqués sur ces enjeux ? Comment leurs objectifs revendicatifs sont-ils réorientés ? Quels types d'action naissent dans ces configurations ? Dans la mesure où cette réaction repose souvent sur la volonté de produire un silence sur l'histoire de ces mobilisations, quelles démarches sont portées par les actrices et acteurs de ces luttes pour maintenir la visibilité de leurs causes ?

Ce colloque se tiendra au moment du **cinquantenaire** d'un **colloque** dédié au thème de la **responsabilité dans les accidents et maladies du travail**, organisé à Grenoble par la CGT, la CFDT et le Syndicat de la magistrature (31 janvier – 1^{er} février 1976). Survenu dans un contexte de débats intenses autour de la législation en la matière, cet événement a constitué un moment marquant. Alors que les enjeux de contaminations professionnelles et environnementales restent l'objet de controverses récurrentes et de luttes socio-écologiques, ce colloque dédié aux luttes menées contre la nocivité sera ouvert à l'ensemble des professionnels de santé, aux actrices et acteurs de la prévention, mais aussi aux militant.es associatifs ou syndicaux, qui souhaiteront y assister.

Modalités de soumission et calendrier

Les langues du colloque seront le français, l'anglais, l'italien et l'espagnol.

Les propositions de chercheur.e.s non titulaires sont particulièrement bienvenues.

Le colloque aura lieu en **présentiel**.

La proposition est à envoyer à luttercontrelanocivite@gmail.com et elle comprendra :

- **Un titre**

- **Un résumé de la communication indiquant les sources étudiées (300-500 mots)**
- **Une présentation bio-bibliographique (150 mots)**

Envoyer en **format PDF, en un seul fichier**, l'ensemble des éléments (proposition et biographie dans le même fichier).

Date limite de dépôt : **30 avril 2026**

Date de communication de l'acceptation ou du rejet des propositions : avant le début de l'été

Le comité d'organisation ne peut pas garantir la prise en charge de l'ensemble des transports pour les intervenant.e.s. Nous vous invitons à nous faire part de vos éventuels besoins, auxquels nous pourrions répondre en fonction des soutiens financiers disponibles.

Comité d'organisation

- Estelle Amilien (UGA, ILCEA4)
- Renaud Bécot (SciencePo Grenoble, Pacte)
- Elisa Santalena (UGA, LUHCIE)
- Marie Thirion (UGA, LUHCIE)

Comité scientifique

- Mikaël Chambru (MCF en sciences sociales, UGA)
- Emilie Counil (Chargée de recherche en épidémiologie à l'INED)
- Marie Ghis Malfilatre (Chargée de recherche en sociologie, CNRS, Pacte)
- Emanuele Leonardi (MCF en sociologie, Università di Bologna)
- Judith Rainhorn (PR en histoire sociale contemporaine, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)
- Nicolas Renahy (chercheur au Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux - CESAER, INRAE-Institut Agro Dijon)
- Amalia Rossi (Fellow Researcher at THE NEW INSTITUTE – Center for Environmental Humanities (NICHE))
- Dr Borhane Slama (Onco-Hématologue, Chef de pole de Cancérologie Publique de Territoire, Président de la Commission Médicale du Groupement 84)
- Bruno Strasser (PR en histoire des sciences et de la médecine, Université de Genève)
- Gilda Zazzara (MCF en histoire contemporaine, Università Ca' Foscari, Venezia)

International Conference

Fighting Harmfulness: Work, Health, and Environment between Knowledge and Power (19th–21st Centuries)

*

Université Grenoble Alpes, October 14–16, 2026

How can we fight against the harmfulness of work? The **concept of “harmfulness”** (“*nocività*”) emerged from Italian political and trade union reflections in the second half of the 20th century. It refers to the detrimental effects of work on both health and the environment (Feltrin, Sacchetto, 2021) and serves to articulate the relationship between these two. The aim of this conference is to explore the forms of social creativity expressed in workers’ struggles against the health and environmental damage caused by production and reproduction activities.

By strengthening dialogue between research on the “environmentalism of the poor” (Martinez-Alier, 2003, 2023) and recent work on labour environmentalism (Barca, 2015; Bécot, 2015; Davigo, 2017; Thirion, 2024), we seek to shed light on the **knowledge and practices** generated by social groups at the forefront of the damage caused by work. Previous studies have focused primarily on countries with a long history of industrialization and on the postwar decades. To broaden these perspectives, this conference will propose two kinds of expansion:

- **Geographical:** toward territories with more recent industrialization, where repertoires of action may be less closely linked to traditional labour movements;
- **Chronological:** to understand the longer temporalities of certain struggles, and focus the attention on understudied historical moments, such as the interwar period or the decades of deindustrialization.

Using a **multidisciplinary approach** (historical, sociological, geographical, anthropological, epidemiological, medical, and others), we will examine the **diversity** of mobilizations while reflecting on the **strengths** and **limitations** of the forms they take. At a time when environmental policies tend to result in the “ecological dispossession of the working classes,” the objective is to explore which socio-ecological configurations fostered struggles against harmfulness and how actors confronted with constraints and obstacles. Furthermore, we wish to emphasise that such actions remain a current—and often neglected—component of the ecological condition of social classes (Collectif Classes Vertes, 2024).

Work is understood here in a broad sense: we aim to encompass mobilisations organised in paid sectors—including **productive work** (agriculture, industry) and **services** (transportation, public administration, care, etc.)—as well as in **reproductive work**, covering a range of activities (material, emotional, or educational) that are rarely remunerated (Fortunati, 1982; Sarti, Bellavitis, Martini, 2018; Barca, 2020; Gallot, Harari-Kermadec, 2024). This broad definition of work allows us to grasp how red flags of harmfulness take shape within particular activities, and to better identify the actors who facilitate the transmission of these alerts across the different spheres of work.

In this perspective, we will also consider the production of knowledge and practices that have contributed to reinventing **occupational medicine**, as well as the mobilisations of scientists and

doctors defending occupational and environmental health (Marri, Oddone, 1967; Oddone, 1974, 1978; Laure Pitti, 2009; Marichalar, Pitti, 2013; Centemeri, 2022).

We invite researchers from all disciplines to submit original contributions based **on concrete case studies** to ground reflection in specific territories and give substance to the narratives of struggle. Contributions should rely on a variety of sources (maps, testimonies, documents, photographs, videos, etc.) that help articulate analysis and the materiality of mobilisations. The goal of this call is to build a multidisciplinary research team toward a project for a **global atlas of workers' mobilisations around health and environmental issues**, aiming to map, contextualize, and document these conflicts worldwide.

We welcome in particular submissions focusing on **non-Western contexts**. Such perspectives, still underrepresented in research on health- and environment-related labour mobilisations, provide essential insights for widening analytical frameworks, highlighting the diversity of collective experiences, and fostering a truly global reflection on the relationships between work, health, and environment.

The material dimension of struggles is strictly related with the **materiality of sources** used to reconstruct their history and stakes. In France, the abolition of *Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail* by the 2017 executive order raises, among other things, questions about the fate and preservation of their valuable archives. The growing use of digitalised sources (such as those from the *Centro ricerca e documentazione rischi e danni da lavoro* in Italy) reflects a major shift in archival access. Yet the status of digital archives, the sustainability of digitalisation projects, and the future of historiographical research based increasingly on immaterial sources are serious concerns for scholars. Although archives are not the conference's central topic, participants are encouraged to take these issues into account in their reflections.

Beyond traditional academic presentations, other formats will be especially welcome—such as **dialogues between researchers and activists**, or **presentations by activists or association representatives** about past or ongoing struggles.

Our discussions will be guided by several lines of inquiry:

- **Building collectives:** Who are the actors in these mobilisations? What forms do the groups take? How are they connected to existing collectives? Are they short-lived or long-lasting? How are they organised and how do they function? What ties do they maintain with other collectives or professional figures (physicians, lawyers, etc.)?
- **Producing counter-expertise and counter-information:** How is knowledge about health and environment produced by those mobilised? How is it disseminated, to what effect, and who are its main audiences (other workers, local residents, public opinion, etc.)?
- **Mobilising repertoires of action:** How do mobilisations take shape in practice? How do these practices evolve over time? What imaginaries do they draw upon?
- **Forging class pride:** Through what instruments is socio-professional identity built among participants? How does their social perception of work change through conflict? What forms of commitment have opposed the coercion of the “employment blackmail”?
- **Engaging territories:** How are the environmental impacts of work conceptualised? How do mobilisations root themselves in specific territories, and on what scales? How do militant practices circulate between territories, and through which actors?

- **Resisting green backlash:** When mobilisations face repression or institutional dismantling, how do actors reorganise? How are their goals reoriented? What new forms of action emerge in such contexts? Given that such backlash often seeks to erase the history of these mobilisations, how do activists work to preserve the visibility of their causes?

This symposium will take place on the **50th anniversary of a conference dedicated to responsibility in workplace accidents and diseases**, organized in Grenoble by the CGT, CFDT, and Syndicat de la magistrature (January 31–February 1, 1976). Occurring amid heated debates over occupational legislation, that event marked a significant moment. As professional and environmental contamination remain subjects of recurring controversy and socio-ecological struggle, this conference on the fight against harmfulness will welcome not only academic researchers but also health professionals, prevention key actors, and union or association activists who wish to participate.

Submission Guidelines and Timeline

The conference languages will be French, English, Italian, and Spanish.

Submissions from non-tenured researchers are particularly welcome.

The conference will be held **in person**.

Proposals should be sent to luttercontrelanocivite@gmail.com and must include:

- **A title**
- **An abstract of the paper indicating the sources analysed (300–500 words)**
- **A short biographical note (150 words)**

All elements (proposal and biography) should be submitted **as a single PDF file**.

Submission deadline: **30 April 2026**

Notification of acceptance or rejection: before the beginning of summer

The organising committee cannot guarantee full coverage of transportation costs for speakers. We invite you to inform us of any potential needs, which we will address depending on the available financial support.

Organising Committee

- Estelle Amilien (UGA, ILCEA4)
- Renaud Bécot (SciencePo Grenoble, Pacte)
- Elisa Santalena (UGA, LUHCIE)
- Marie Thirion (UGA, LUHCIE)

Scientific Committee

- Mikaël Chambru (MCF en sciences sociales, UGA)
- Emilie Counil (Chargée de recherche en épidémiologie à l'INED)
- Marie Ghis Malfilatre (Chargée de recherche en sociologie, CNRS, Pacte)
- Emanuele Leonardi (MCF en sociologie, Università di Bologna)
- Judith Rainhorn (PR en histoire sociale contemporaine, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)

- Nicolas Renahy (chercheur au Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux - CESAER, INRAE-Institut Agro Dijon)
- Amalia Rossi (Fellow Researcher at THE NEW INSTITUTE – Center for Environmental Humanities (NICHE))
- Dr Borhane Slama (Onco-Hématologue, Chef de pole de Cancérologie Publique de Territoire, Président de la Commission Médicale du Groupement 84)
- Bruno Strasser (PR en histoire des sciences et de la médecine, Université de Genève)
- Gilda Zazzara (MCF en histoire contemporaine, Università Ca' Foscari, Venezia)

Convegno internazionale

Lottare contro la nocività: lavoro, salute e ambiente tra sapere e potere (XIX-XXI secolo)

*

Université Grenoble Alpes, 14-16 ottobre 2026

Come lottare contro la nocività del lavoro? Il **concetto di «nocività»** nasce dalle riflessioni politiche e sindacali italiane della seconda metà del XX secolo: esso indica gli effetti deleteri del lavoro sia sulla salute sia sull'ambiente (Feltrin, Sacchetto, 2021) e consente di articolare questi due aspetti. L'obiettivo del convegno è esplorare la creatività sociale espressa dai conflitti condotti dalle lavoratrici e dai lavoratori per contrastare gli effetti sanitari e ambientali nocivi delle attività di produzione e riproduzione.

Rafforzando il dialogo tra gli studi sugli «ambientalismi dei poveri» (Martinez-Alier, 2003, 2023) e i lavori recenti sull'ambientalismo operaio (Barca, 2015; Bécot, 2015; Davigo, 2017; Thirion, 2024), intendiamo mettere in luce la **produzione di saperi e pratiche generate da queste questioni** da parte dei gruppi sociali che si trovano in prima linea di fronte ai danni provocati dal lavoro. Gli studi esistenti si concentrano principalmente sui paesi di antica industrializzazione e sui decenni del secondo dopoguerra. Allo scopo di prolungare queste prospettive, il convegno proporrà una doppia apertura:

- **geografica**, verso territori la cui industrializzazione è più recente e in cui i repertori d'azione possono essere meno legati alle tradizioni dei movimenti operai;
- **cronologica**, non solo per comprendere le temporalità più lunghe di alcune lotte, ma anche per attirare l'attenzione su sequenze storiche ancora poco studiate, come il periodo tra le due guerre o i decenni di deindustrializzazione.

Attraverso **prospettive multidisciplinari** (storiche, sociologiche, geografiche, antropologiche, epidemiologiche, mediche, ecc.), si tratterà di interrogare la **varietà** delle mobilitazioni riflettendo al contempo sui **punti di forza** e sui **limiti** delle forme messe in atto. In un momento in cui le politiche ambientali tendono a produrre una «spoliazione ecologica delle classi popolari», si tratterà non solo di comprendere quali configurazioni socio-ecologiche siano state propizie alle lotte contro la nocività, di chiarire attraverso quali modalità le attrici e gli attori di queste mobilitazioni abbiano fatto fronte agli ostacoli e ai vincoli incontrati, ma anche di sottolineare che queste azioni contro la nocività costituiscono tuttora una componente attuale – e spesso trascurata – della condizione ecologica delle classi sociali (Collectif Classes Vertes, 2024).

Il lavoro è inteso in senso ampio: vogliamo prendere in considerazione le mobilitazioni che si sono organizzate e si organizzano nei settori retribuiti, includendo il **lavoro produttivo** (agricoltura, industria, ecc.) e i **servizi** (trasporti, amministrazione, settore della cura, ecc.), ma anche nel **lavoro riproduttivo**, che comprende un insieme di attività (materiali come la sussistenza, emotive e legate alla cura, o connesse all'educazione) che raramente sono oggetto di remunerazione (Fortunati, 1982; Sarti, Bellavitis, Martini, 2018; Barca, 2020; Gallot, Harari-Kermadec, 2024). Questa definizione ampia del lavoro deve consentire di comprendere come le allerte sulla nocività possano cristallizzarsi in alcune attività lavorative, e di caratterizzare meglio le attrici e gli attori che permettono la circolazione di tali allerte tra le diverse sfere del lavoro.

In questa prospettiva, ci interessiamo anche alla costruzione di saperi e pratiche che hanno permesso di reinventare la **medicina del lavoro**, così come alle mobilitazioni di scienziati e medici impegnati a difendere la salute sul lavoro e la salute ambientale (Marri, Oddone, 1967; Oddone, 1974, 1978; Laure Pitti, 2009; Marichalar, Pitti, 2013; Centemeri, 2022).

Invitiamo quindi ricercatrici e ricercatori di tutte le discipline a proporre contributi originali basati su **casi concreti di mobilitazione**, in modo da radicare la riflessione in territori specifici e dare corpo ai racconti di lotta proposti. I contributi dovranno basarsi su un corpus documentario variegato (cartografie, testimonianze, documenti, fotografie, video, ecc.), capace di articolare l'analisi con la materialità delle mobilitazioni. L'obiettivo di questo appello è costituire un'équipe di ricerca multidisciplinare in vista di un progetto di **atlante mondiale delle mobilitazioni delle lavoratrici e dei lavoratori attorno alle questioni di salute e ambiente**, volto a cartografare, contestualizzare e documentare questi conflitti su scala globale.

Incoraggiamo vivamente l'invio di proposte che riguardino **contesti non occidentali**. Questi approcci, ancora poco rappresentati nelle ricerche sulle mobilitazioni incentrate sulla salute e sull'ambiente nel mondo del lavoro, costituiscono un apporto essenziale per ampliare i quadri di analisi, mettere in evidenza la pluralità delle esperienze collettive e alimentare una riflessione veramente globale sui rapporti tra lavoro, salute e ambiente.

La questione della materialità delle lotte va di pari passo con quella della **materialità delle fonti** mobilitate per ricostruire la storia e le poste in gioco dei conflitti relativi a salute e ambiente nei mondi del lavoro. In Francia, la soppressione dei Comitati d'igiene, di sicurezza e delle condizioni di lavoro (CHSCT) decretata con un'ordinanza del 2017 pone, tra le altre cose, il problema della sorte e della conservazione dei loro preziosi archivi. Il ricorso crescente da parte di ricercatrici e ricercatori alle fonti digitalizzate (come quelle del Centro ricerche e documentazione rischi e danni da lavoro in Italia) testimonia una trasformazione importante nelle modalità di accesso agli archivi. Tuttavia, lo statuto degli archivi digitali, la sostenibilità dei progetti di digitalizzazione e, più in generale, il futuro di una ricerca storiografica che si trovi a operare con fonti sempre meno materiali costituiscono motivi di preoccupazione per chi fa ricerca. Benché il convegno non sia strettamente incentrato sul tema degli archivi, proponiamo ai/alle partecipanti di tenere conto di queste questioni nelle loro riflessioni.

Al di là delle comunicazioni accademiche, sarà inoltre possibile **proporre altri formati, che saranno particolarmente benvenuti**: interviste tra ricercatrici/ricercatori e militanti, presentazioni di lotte passate o in corso da parte di militanti o di rappresentanti di associazioni...

Diverse piste orienteranno le nostre riflessioni:

- **Costruire il collettivo**: chi sono le attrici e gli attori di queste mobilitazioni? Che forma assume il gruppo contestatario? Quali sono i suoi legami con i collettivi già esistenti? I collettivi sono effimeri? Stabili? Riattivati solo in occasione delle lotte? Come si strutturano questi gruppi e come funzionano? Quali legami intrattengono con altri collettivi o con altre figure professionali (medici, avvocati, ecc.)?
- **Produrre controperizie e controinformazione**: come si costruiscono i saperi sulla salute e sull'ambiente da parte delle attrici e degli attori mobilitati? Come avviene la diffusione di questi saperi? Quali effetti produce? Chi sono i destinatari dei processi di sensibilizzazione (altre lavoratrici e altri lavoratori, abitanti delle zone limitrofe, opinione pubblica, ecc.)?

- **Mobilitare i repertori d'azione:** come si concretizzano le mobilitazioni? In che modo queste pratiche di lotta si trasformano nel tempo? Quali effetti producono? Quali immaginari vengono mobilitati?
- **Costruire un orgoglio di classe:** attraverso quali strumenti si costruisce l'identità socio-professionale di chi partecipa alle mobilitazioni? Come si trasforma la percezione sociale del proprio ruolo di lavoratrici e lavoratori nel corso dei conflitti? Quali forme di impegno si sono opposte alla violenza del ricatto occupazionale?
- **Impegnare il/i territorio/i:** come vengono pensati gli impatti del lavoro sull'ambiente? Come si radicano le mobilitazioni nel/i territorio/i? A quali scale si collocano? Come e attraverso quali attrici o attori si costruiscono le circolazioni di pratiche militanti tra territori diversi?
- **Sventare il green backlash:** quando queste mobilitazioni incontrano forti opposizioni, fino a forme di repressione, o quando organizzazioni o istituzioni che erano state arene di mobilitazione contro la nocività vengono smantellate, come si riorganizzano le attrici e gli attori coinvolti su questi temi? Come vengono ridefiniti i loro obiettivi rivendicativi? Quali tipi di azione nascono in queste configurazioni? Poiché tale reazione si fonda spesso sulla volontà di produrre un silenzio sulla storia di queste mobilitazioni, quali strategie mettono in atto le attrici e gli attori di queste lotte per mantenere la visibilità delle loro cause?

Il convegno si terrà in occasione del **cinquantenario** di un **convegno** dedicato al tema della **responsabilità negli infortuni e nelle malattie professionali**, organizzato a Grenoble da CGT, CFTD e Syndicat de la magistrature (31 gennaio – 1° febbraio 1976). Svoltosi in un contesto di intensi dibattiti intorno alla legislazione in materia, questo evento ha rappresentato un momento importante. Poiché le questioni delle contaminazioni professionali e ambientali continuano a essere al centro di controversie ricorrenti e di lotte socio-ecologiche, questo convegno dedicato alle lotte contro la nocività sarà aperto a tutte e tutti i professionisti della salute, alle attrici e agli attori della prevenzione, ma anche alle/dei militanti associativi o sindacali che vorranno partecipare.

Modalità e calendario

Le lingue del convegno saranno il francese, l'inglese, l'italiano e lo spagnolo.

Le proposte di ricercatrici e ricercatori non strutturati sono particolarmente benvenute.

Il convegno si terrà in presenza.

La proposta dovrà essere inviata a luttercontrelanocivite@gmail.com e dovrà includere:

- **un titolo;**
- **un abstract dell'intervento con indicazione delle fonti studiate (300-500 parole);**
- **una breve nota bio-bibliografica (150 parole).**

Tutti gli elementi dovranno essere inviati **in un unico file PDF** (proposta e biografia nello stesso documento).

Scadenza per l'invio delle proposte: **30 aprile 2026**

Comunicazione dell'accettazione o del rifiuto: prima dell'inizio dell'estate

Il comitato organizzatore non può garantire la copertura completa delle spese di trasporto per i/le relatori/relatrici. Vi invitiamo a comunicarci eventuali esigenze, alle quali potremo rispondere in base ai finanziamenti disponibili.

Comitato organizzatore

- Estelle Amilien (UGA, ILCEA4)
- Renaud Bécot (SciencePo Grenoble, Pacte)
- Elisa Santalena (UGA, LUHCIE)
- Marie Thirion (UGA, LUHCIE)

Comitato scientifico

- Mikaël Chambru (MCF en sciences sociales, UGA)
- Emilie Counil (Chargée de recherche en épidémiologie à l'INED)
- Marie Ghis Malfilatre (Chargée de recherche en sociologie, CNRS, Pacte)
- Emanuele Leonardi (MCF en sociologie, Università di Bologna)
- Judith Rainhorn (PR en histoire sociale contemporaine, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)
- Nicolas Renahy (chercheur au Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux - CESAER, INRAE-Institut Agro Dijon)
- Amalia Rossi (Fellow Researcher at THE NEW INSTITUTE – Center for Environmental Humanities (NICHE))
- Dr Borhane Slama (Onco-Hématologue, Chef de pole de Cancérologie Publique de Territoire, Président de la Commission Médicale du Groupement 84)
- Bruno Strasser (PR en histoire des sciences et de la médecine, Université de Genève)
- Gilda Zazzara (MCF en histoire contemporaine, Università Ca' Foscari, Venezia)

Coloquio internacional

Luchar contra la nocividad: Trabajo, salud y medioambiente entre saber y poder (siglos XIX a XXI)

*

Université Grenoble Alpes, 14-16 octubre 2026

¿Cómo luchar contra la nocividad del trabajo? El **concepto de “nocividad”** viene de las reflexiones políticas y sindicales italianas de la segunda mitad del siglo veinte: remite a los efectos deletéreos del trabajo al mismo tiempo en la salud y en el ecologismo (Feltrin, Sacchetto, 2021) y permite articular estas dos vertientes. El objetivo del coloquio es explorar la creatividad social que manifiestan los conflictos llevados a cabo por lxs trabajadorxs para luchar contra los efectos sanitarios y medioambientales nefastos de las actividades de producción y reproducción.

Con el propósito de poner énfasis en el diálogo entre los estudios sobre los “ecologismo de los pobres” (Martinez-Alier, 2003, 2023) y los trabajos recientes sobre el ecologismo obrero (Barca, 2015; Bécot, 2015; Davigo, 2017; Thirion, 2024), deseamos poner de relieve la **creación de saberes y prácticas relativas a estas preocupaciones** por parte de grupos sociales en primera línea frente a los estragos causados por el trabajo. Los estudios que ya se llevaron a cabo se han centrado sobre todo en los países de antigua industrialización y en los decenios posteriores a la segunda guerra mundial. Con el afán de prolongar estas expectativas, el coloquio propondrá una doble apertura:

- **geográfica**, hacia territorios cuya industrialización es más reciente y donde el abanico de acciones puede ser menos articulado a las tradiciones de los movimientos obreros
- **cronológica**, no sólo para entender las temporalidades más longevas de ciertas luchas, sino también para centrarse en secuencias históricas aún poco estudiadas, así como el periodo de entre guerras o los decenios de desindustrialización

Gracias a **perspectivas pluridisciplinares** (histórica, sociológica, geográfica, antropológica, epidemiológica, médica...), se tratará de cuestionar la **variedad** de las movilizaciones y reflexionar al mismo tiempo sobre las **fuerzas** y los **límites** de las modalidades utilizadas. En un momento cuando las políticas medioambientales tienden hacia una “desposesión ecológica de las clases populares”, el propósito será no sólo comprender qué contextos socio ecológicos fueron propicios a luchas contra la nocividad, insistir en cómo lxs actorxs lidiaron con los obstáculos y con las coerciones que se les opusieron, sino también subrayar que dichas acciones contra la nocividad siguen siendo un componente actual de la condición ecológica de las clases sociales, que suele ser descuidada (Colectivo Classes Vertes, 2024).

Se tiene una definición amplia del concepto de trabajo para el coloquio: se abarcarán las movilizaciones que se organizaron y siguen organizándose en los sectores que dan lugar a una remuneración, como el **trabajo productivo** (agricultura, industria...) y los **servicios** (transporte, administración, sector del *care*...), así como también el **trabajo reproductivo**, aludiendo entonces a un conjunto de actividades materiales como la subsistencia, emocionales y relacionadas con el *care*, o formando parte de la educación, no remuneradas las más veces (Fortunati, 1982 ; Sarti, Bellavitis, Martini, 2018 ; Barca, 2020 ; Gallot, Harari-Kermadec, 2024). Esta definición del trabajo debe permitir entender cómo las alertas sobre la nocividad pueden cristalizarse en ciertas

actividades de trabajo, y caracterizar mejor a lxs actorxs que hacen posible la circulación de alertas entre los distintos ámbitos del trabajo.

En esta perspectiva, también nos interesa la constitución de saberes y prácticas que permitieron reinventar la **medicina obrera**, así como las movilizaciones de lxs científicxs y médicxs que luchan por defender la salud en el trabajo y la salud ecológica (Marri, Oddone, 1967 ; Oddone, 1974, 1978 ; Laure Pitti, 2009 ; Marichalar, Pitti, 2013 ; Centemeri, 2022).

Invitamos a lxs investigadorxs de todas las disciplinas a someter proposiciones originales relativas a **casos concretos de movilización** para desarrollar una reflexión sobre territorios precisos y encarnar los relatos de luchas comentados. Las contribuciones se centrarán en un corpus documental diverso (mapas, testimonios, documentos, fotografías, vídeos, etc.) que dará paso a una articulación entre análisis y materialidad de las movilizaciones. El objetivo de este llamado es constituir un grupo de investigación pluridisciplinar y posiblemente realizar un **atlas mundial de las movilizaciones de lxs trabajadorxs articuladas a temas de salud y medioambiente**, con el fin de mapear, contextualizar y documentar estos conflictos a nivel mundial.

Asimismo, animamos encarecidamente a que se sometan proposiciones que traten de **contextos no occidentales**. Estos trabajos, aún poco representados en las investigaciones sobre las movilizaciones relativas a la salud y al ecologismo en el trabajo, constituyen una contribución esencial para ampliar los marcos de análisis, poner de relieve la pluralidad de las experiencias colectivas y alimentar una reflexión verdaderamente global sobre las relaciones entre trabajo, salud y medioambiente.

El tema de la materialidad de las luchas va a la par con el de la **materialidad de las fuentes utilizadas** para reconstruir la historia y los retos de los conflictos sobre salud y ecologismo en los mundos laborales. En Francia, el final de los Comités de higiene, seguridad y condiciones laborales decretado por ordenanza en 2017, entre otros aspectos, plantea el problema del futuro y de la conservación de sus valiosos archivos. Lxs investigadorxs utilizan cada vez más fuentes digitalizadas, como las del Centro ricerche e documentazione rischi e danni da lavoro in Italia, lo cual insiste en una transformación importante del acceso a los archivos. Con todo, el estatuto de los archivos digitales, de la perennidad de los proyectos de digitalización y, en general, del futuro de una investigación historiográfica instada a depender con fuentes cada vez menos concretas, preocupan a lxs investigadorxs. Si el coloquio no se centrará exclusivamente en el tema de los archivos, proponemos que lxs participantxs tomen en cuenta este aspecto en sus presentaciones.

Más allá de las ponencias académicas, también será posible proponer **otros tipos de formatos, muy bienvenidos**: entrevistas entre investigadores y militantes, presentación de luchas pasadas o actuales por militantxs o representantxs de asociación...

Aquí vienen elementos que guiarán la reflexión:

- **Fraguar el colectivo**: ¿Quiénes son lxs actorxs de las movilizaciones? ¿Qué forma adopta el grupo contestatario? ¿Cuáles son las relaciones con los colectivos que ya existen? ¿Son efímeros los colectivos? ¿O más bien duraderos? ¿Se reactivan sólo cuando hay luchas? ¿Cómo se elaboran estos grupos y cómo funcionan? ¿Qué tipo de relaciones tejen con otros colectivos u otras figuras profesionales (médicos, abogados...)?
- **Producir peritaje alternativo o de comprobación, así como contrainformación**: ¿Cómo se construyen los saberes sobre la salud y el medioambiente por lxs actorxs movilizadxs? ¿Cómo se difunden estos saberes? ¿Qué efectos produce dicha difusión?

¿Quiénes son los destinatarios considerados de la sensibilización (otrxs trabajadorxs, vecinxs de la zona, opinión pública, etc.)?

- **Movilizar un abanico de acciones posibles:** ¿Cómo se materializan las movilizaciones? ¿Cómo estas prácticas de lucha se transforman a lo largo del tiempo? ¿Qué efectos producen? ¿Qué imaginarios convocan?
- **Construir un orgullo de clase:** ¿a través de qué instrumentos se construye la identidad socio profesional de lxs que participan en las movilizaciones? ¿Cómo la representación social de su propio papel de trabajadores se modifica durante los conflictos? Ante la violencia del chantaje laboral, ¿qué formas de compromiso fueron convocadas para oponerse?
- **Implicar el/los territorio(s):** ¿Cómo se conciben los impactos del trabajo en el medioambiente? ¿Cómo las movilizaciones se inscriben en el/los territorio(s)? ¿A qué escalas se desarrollan? En cuanto a la difusión de prácticas militantes entre estos territorios, ¿cómo se realizan? y ¿quiénes son lxs actores que las elaboran?
- **Contrarrestar el *greenbacklash*:** Cuando las movilizaciones chocan contra oposiciones fuertes, e incluso formas de represión, o aun cuando las organizaciones o instituciones que habían sido lugares de movilización ante la nocividad han sido liquidadas, ¿cómo se reorganizan lxs actorxs involucradxs en estos temas? ¿Cómo cambian y se reorientan sus objetivos y reivindicaciones? ¿Qué tipos de acciones nacen de estas configuraciones nuevas? En la medida en que esta reacción suele radicar en la voluntad de silenciar estas movilizaciones, ¿cómo se las arreglan lxs actorxs para mantener la visibilidad de su causa y sus luchas?

El coloquio tendrá lugar el año del **cincuentenario del coloquio** centrado en el tema de la **responsabilidad de los accidentes y enfermedades en el trabajo**, organizado en Grenoble por la CGT, la CFDT y el Sindicato de la magistratura (31 de enero-1 de febrero de 1976). Ocurrido en un contexto de debates intensos en cuanto a la legislación relativa al tema, aquel evento ha marcado un hito. En un momento cuando los desafíos de contaminación profesional y ecológica siguen siendo motivo de controversias y luchas socio ecológicas, este coloquio dedicado a las luchas realizadas contra la nocividad se abrirá no sólo a cualquier profesional de la salud, actor(x) de la prevención, sino también a lxs militantxs asociativxs o sindicales.

Modalidades de sumisión y calendario

El coloquio se realizará en francés, inglés, italiano y castellano.

Se aceptan y valoran proposiciones de investigadorxs no titulares.

El coloquio será **presencial**.

Contacto para la proposición: luttercontrelanocivite@gmail.com

Cada proposición incluirá:

- **Un título**
- **Un resumen de la comunicación, el cual indicará las fuentes utilizadas (300-500 palabras)**
- **Una breve presentación bio-bibliográfica (150 palabras)**

Mandar **en un solo PDF** todos los elementos (proposición y resumen biográfico)

Fecha límite para las proposiciones: **30 de abril de 2026**

Fecha de respuesta (aceptación o no): antes del verano (2026)

El comité organizador no puede garantizar la cobertura completa de los gastos de transporte para los/las ponentes. Les invitamos a comunicarnos cualquier necesidad, a la que podremos responder en función de la financiación disponible.

Comitaté organizador

- Estelle Amilien (UGA, ILCEA4)
- Renaud Bécot (SciencePo Grenoble, Pacte)
- Elisa Santalena (UGA, LUHCIE)
- Marie Thirion (UGA, LUHCIE)

Comité científico

- Mikaël Chambru (MCF en sciences sociales, UGA)
- Emilie Counil (Chargée de recherche en épidémiologie à l'INED)
- Marie Ghis Malfilatre (Chargée de recherche en sociologie, CNRS, Pacte)
- Emanuele Leonardi (MCF en sociologie, Università di Bologna)
- Judith Rainhorn (PR en histoire sociale contemporaine, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)
- Nicolas Renahy (chercheur au Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux - CESAER, INRAE-Institut Agro Dijon)
- Amalia Rossi (Fellow Researcher at THE NEW INSTITUTE – Center for Environmental Humanities (NICHE))
- Dr Borhane Slama (Onco-Hématologue, Chef de pole de Cancérologie Publique de Territoire, Président de la Commission Médicale du Groupement 84)
- Bruno Strasser (PR en histoire des sciences et de la médecine, Université de Genève)
- Gilda Zazzara (MCF en histoire contemporaine, Università Ca' Foscari, Venezia)